



Communiqué de presse sur la réunion intersessionnelle du Processus de Kimberley

Botswana, Kasane - 30 juin 2022

La prédominance des dissensions internes et de la méfiance lors de la réunion au Botswana rend le chemin vers une réforme du Processus de Kimberley long et ardu

Dans son discours de clôture de la réunion intersessionnelle du Processus de Kimberley (PK) au Botswana, la Coalition de la Société Civile (CSC) du PK a déploré l'incapacité du système de certification à faire face à ses démons. Elle estime que le PK navigue sans gouvernail, voire même que le navire est en train de couler. Le système est en panne et la méfiance et les luttes internes qui ont dominé la réunion éloignent la perspective d'une cohésion au sein du PK sur la façon de le réparer.

La semaine dernière, la CSC PK est entrée dans la réunion intersessionnelle à Kasane, au Botswana, en [demandant](#) l'élargissement, attendu depuis longtemps, de la définition des diamants de conflits, la suspension de la Fédération de Russie jusqu'à ce qu'elle mette fin à son agression à l'encontre l'Ukraine, et l'adoption d'un programme de réforme clair pour que le PK soit adapté à son objectif.

Rien de tout cela ne s'est produit. Le PK n'a pas abordé les éléphants dans la pièce. La Coalition s'attendait à ce que le droit de veto soit utilisé pour éviter que le PK ne traite des diamants de conflits russes. Pire encore, une petite minorité a également bloqué toute discussion sur la manière de remédier aux faiblesses du PK sur les moyens à déployer pour rompre le lien entre les diamants et les conflits violents.

"La CSC PK réclame depuis des années une réforme significative du PK. Cette réforme est plus urgente que jamais. Pourtant, commencer les préparatifs d'un nouveau cycle de réforme, alors que nous ne sommes même pas autorisés à discuter de sa nécessité, serait une erreur. Cela ne servirait qu'à faire croire que le PK a les choses en main et qu'il

s'attaque à ses faiblesses. En réalité, ce n'est pas le cas. Un programme de réforme devrait commencer par des discussions franches sur les lacunes actuelles du PK et s'appuyer sur une évaluation approfondie des raisons pour lesquelles toutes les tentatives de réforme précédentes ont échoué. Sans cela, parler de la réforme du PK ne sert qu'à cacher la crise dans laquelle se trouve le PK et à détourner l'attention de la controverse sur les diamants russes", déclare Michel Yoboue, coordinateur de la CSC PK.

Des discussions sérieuses sur la réforme exigeront beaucoup d'efforts pour établir la confiance et une convergence. Les intimidations et les boycotts dont a fait l'objet la CSC au cours de cette réunion intersessionnelle ne constituent pas une base solide pour cette confiance. Il faudra donner à la CSC l'espace nécessaire pour exprimer ses points de vue et ses préoccupations.

"La réforme n'aura pas lieu si un seul veto suffit à empêcher les discussions d'avoir lieu. Ce n'est que si le PK est capable de discuter ouvertement et honnêtement de ses faiblesses qu'un processus de réforme aura une chance de réussir", conclut Michel Yoboue.



Coalition de la Société Civile
du Processus de Kimberley
info@kpcivilsociety.org